

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVL

N° Anonymat : BKUXD379 NX Nombre de pages : 12

16.5 / 20

Concours : 2^{ème} concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Plusieurs difficultés doivent en l'espèce être étudiées. Tout d'abord, la situation de Marie vis à vis de sa sœur Anne (I). Ensuite, l'interrogation de Nicolas quant à son intervention malheureuse (II). Enfin, le cas de Sandra et de sa famille (III).

I. La situation d'indivision de Marie

Depuis le décès de leur parent en 2010, Marie et Anne ont conservé en indivision l'appartement légué par Anne. Marie s'interroge sur la possibilité de demander à Anne une indemnité (A) et si elle peut vendre l'appartement (B).

A. L'indemnité d'occupation

L'indivision est la situation juridique née de la loi ou de la convention des parties et qui est caractérisée par la concurrence de droits de même nature sur un même bien ou une même masse de biens par des personnes différentes (les coindivisaires) sans distinction matérielle de leur part.

En l'espèce, Anne et Marie sont bien placés en situation d'indivision suite à la succession de leur parent.

Au terme de l'article 815-9 du Code civil (C. civ.), chaque indivisaire peut user et jouir des biens indivis dans la mesure où cette jouissance est compatible avec le droit des autres indivisaires.

N°

1/1

Toutefois, l'indivision qui joint privativement de la chose indivise est, sauf convention contraire, redoublée d'une indemnité.

En l'espèce, Anne occupe le bien depuis son avant 210. C'est gratuitement qu'elle a été mise à sa disposition par ses parents. Celle-ci joint donc bien depuis longtemps du bien devenu indivis à partir de 210. Or, elle ne reverse rien à l'indivision selon l'économie, c'est Marie qui doit acquitter seule l'ensemble des dépenses du bien.

Par conséquent, une indemnité d'occupation due par Marie seule pourra être demandée par Anne.

Toutefois, selon l'économie, on peut s'interroger sur la présence d'un bail d'habitation verbal entre les parents d'Anne et Marie, et Anne.

En effet, ils lui ont mis à disposition l'appartement qu'elle occupe depuis plusieurs années à titre d'habitation principale dans lequel sa sœur ne s'y est jamais installée. Il n'est pas prouvé dans les faits à Anne doit payer un loyer mais le terme "mis à la disposition" laisse entendre que non. Ceci justifie d'autant plus une indemnité d'occupation.

Or, dans un arrêt de la première chambre civile du 18 mars 2020, la Cour de cassation affirme que l'occupant d'un immeuble indivis conformément à un bail verbal et en qualité de locataire ne peut pas atteindre aux droits réels et concurrents des copropriétaires. Par conséquent, il ne saurait y avoir lieu dans ce cas au paiement d'une quelconque indemnité d'occupation de la part d'Anne. La solution est la même, quand bien même le prix payé en guise de loyer est dérisoire ou comme en l'espèce nul.

Par ailleurs, l'indivision s'est ouverte en 210. Or, la prescription des actions personnelles ou mobilières est de cinq ans à compter du jour où le titulaire a connu les faits.

En l'espèce, Marie ne peut plus agir.
Toutefois, celle-ci a sans doute d'autres moyens d'action.

B. Le souhait de vendre l'appartement et ses conséquences

L'article 815-3 C. civ. prévoit les règles de fonctionnement de l'indivision. En principe, l'unanimité est exigée pour tous les actes concernant l'indivision sauf exception. Ainsi, en est-il des actes conservatoires qu'un indivisaire peut faire seul ou si celui-ci a obtenu un mandat pour le faire. Il existe aussi la règle selon laquelle un cointervenant qui serait titulaire d'un ou même de tous deux tiers du droit indivis pourrait accomplir certains actes dont les actes d'administration.

Toutefois, l'énoncé ne précise pas les parts que chacune ont dans l'indivision mais on peut penser qu'elles sont à égalité. De plus, vendre un appartement est un acte de disposition et non d'administration ou conservatoire.

Cependant, l'article 815 C. civ. affirme que nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut toujours être provoqué.

Ainsi, Marie ne peut vendre toute seule l'appartement sans le consentement de sa sœur. En revanche, elle peut demander le partage et ainsi faire vendre l'immeuble.

En effet, lors du partage, le passif de l'indivision devra être réglé avant de procéder à la répartition de l'actif entre les cointervenant.

Dans ce cadre, l'article 815-12 C. civ. prévoit que l'indivisaire qui gère le bien indivis a droit à la rémunération de son activité soit dans des conditions fixées à l'avance ou soit par décision de justice.

L'article 815-13 C. civ. prévoit d'ailleurs que l'indivisaire qui a contribué à ses frais à l'état d'un bien indivis doit lui en être tenu compte au moment du partage.

Or, en l'espèce, Marie acquitte seule l'ensemble des

dépenses afférentes au bien : charges de copropriété, impôts, etc. Il a même fallu charger la chaudière, la facture ayant été transmise par Anne à Marie directement.

Par conséquent, dans le cadre du partage, Marie pourra exiger fait valoir l'apport et obtenir une part plus importante que Anne en remboursant les frais engagés. En revanche, Marie a des parts dans l'indivision, elle a donc des droits mais aussi des devoirs, notamment de contribuer en fonction de ses droits dans l'indivision des charges de l'indivision. Par conséquent, elle n'obtiendra pas le remboursement intégral de ses avances.

II. L'intervention malheureuse de Nicolas

En réalisant des travaux sur la toiture de sa maison, les époux C., Nicolas a commis des dommages en causant un incendie. Celui-ci souhaite savoir si sa responsabilité peut être engagée.

Tout d'abord, il convient d'étudier la situation des époux C. (A) et ensuite celle de Nicolas (B).

A. La situation des époux C.

Les époux C. sont victimes directes de l'incendie qui a lieu sur la toit de leur maison.

Toutefois, l'assurance présume que l'assureur des époux C. a accepté de prendre en charge leur sinistre.

L'assureur se retourne désormais contre Nicolas pour lui demander le remboursement du montant de l'indemnisation.

L'article 1346 C. civ. prévoit le mécanisme de la subrogation. Ainsi, un tiers se subroge dans les droits du créancier et le désintéressant. Le nouveau créancier, en l'espèce l'assureur peut ainsi venir demander le remboursement des sommes payées aux époux C., anciens créancier.

L'article L.121-12 Code des assurances prévoit même

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVL

N° Anonymat : BKUXD379 NX Nombre de pages : 12

16.5 / 20

Concours : 2^{ème} concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



spécifiquement cette possibilité.

B. La situation de Nicolas

On peut s'interroger en l'espèce sur la situation juridique de Nicolas.

L'article 1301 C. civ. prévoit le cas de la gestion d'affaires. Ainsi, celui qui sans y être tenu gère sciemment et utilement l'affaire d'autrui, à l'insu ou sans opposition du maître de cette affaire, est tenu, dans l'accomplissement de cette gestion juridique et matérielle de sa gestion à toutes les obligations d'un mandataire.

En l'occurrence, Nicolas décide de faire ces travaux alors qu'il n'y est pas tenu. Les époux C. ne s'y opposent pas non plus.

Pourtant, dans un arrêt de la première chambre civile du 1^{er} décembre 1963, la Cour de cassation a retenu la qualification de convention d'assistance bénévole et non de gestion d'affaires. En effet, la convention d'assistance bénévole suppose une renonciation des consentements.

Or, dans l'espèce, il est affirmé que les époux C. expliquent à Nicolas son problème d'étanchéité dans le détail; celui-ci propose son aide. Les époux C. ne s'y opposent pas d'autant que Nicolas propose de réaliser les travaux gratuitement.

N°

S./11

En conséquence, selon l'article 1101 et 1103 du Code civil, le contrat se forme par le rencontre de volontés et a force obligatoire.

Or, dans le cadre de cette convention, il existe une obligation de garantie de l'assisté au profit de l'assistant et ce dernier cause un dommage à celui-ci (Civ 1^{ère}, 17 décembre 1996).

En l'occurrence, l'assistant, Nicolas a causé un préjudice à l'assisté, les époux C. Cette obligation de garantie ne peut fonctionner.

Dans le cadre du dommage causés aux époux C., Nicolas risque surtout d'engager sa responsabilité contractuelle.

En effet, aux termes de l'article 1231-1 C. civ., le débiteur est condamné au paiement à des dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution.

En raison du principe de non-cumul des responsabilités dégagé par la loi de cassation en 1890 et réaffirmé dans l'arrêt Peltier de 1922, il n'est pas possible de choisir entre les deux responsabilités lorsqu'il y a un contrat, c'est nécessairement la responsabilité contractuelle du faitif qui doit être engagée.

Cette responsabilité contractuelle pourra être engagée si trois conditions sont réunies : il faut un manquement contractuel, un préjudice prouvé et un lien de causalité certain.

Le préjudice en l'état ne pose pas de difficultés. L'arrêt parle de dégâts importants causés par un incendie sur une partie de la toiture. Il était aussi possible que de tomber sur une toit un morceau de tôle sans aucune protection risquerait d'entraîner un incendie.

Le lien de causalité est certain. L'expert missionné par les deux parties a établi clairement que l'incendie était dû à l'imprudence de Nicolas.

Quant au manquement contractuel, celui-ci doit consister en une faute, une violation de la personne de son obligation contractuelle.

La jurisprudence distingue l'intensité de l'obligation par grâce la faute commise. Celle-ci peut être de moyen - la personne doit tout mettre en œuvre pour satisfaire son obligation. Elle se retrouve lorsque le créancier de l'obligation a eu un rôle actif et s'il existe un aléa. A l'inverse, l'obligation peut être de résultat. Le créancier a ici un rôle actif et il n'existe pas d'aléa. Le débiteur de l'obligation doit exécuter son obligation.

En l'espèce, les créanciers de l'obligation, les époux C. n'ont rien fait. Ils sont restés passifs. Ils n'ont même pas pris de précaution particulière pour le chantier. Il s'agit donc d'une obligation de résultat.

Or, la Cour de cassation dans un arrêt du 5 janvier 2022 a affirmé qu'en présence d'une convention d'assistance bénévole, toute faute de l'assistant fait - elle d'imprudence ayant causé un dommage à l'assisté est susceptible d'engager la responsabilité de l'assistant.

Par conséquent, une faute d'imprudence suffit à engager la responsabilité contractuelle de l'assistant.

Par conséquent, Nicolas verra sa responsabilité contractuelle engagée.

Il pourra être condamné à des dommages et intérêts.

III. La situation familiale de Sandra

Depuis l'accident de son mari, Sandra est confrontée à de nombreuses difficultés. Elle ne souhaite vendre sa maison (A) et récupérer les fonds de l'assurance-vie de son mari ce qui ne sera possible éventuellement selon une procédure particulière (B).

A. La vente de la maison

Sandra et Benoît se sont mariés il y a deux ans. Il n'y a pas encore des enfants qu'ils ont choisi un régime matrimonial spécifique. Par conséquent, en vertu de l'article 1400 et suivants du Code civil, ceux-ci sont régis par le régime légal de la communauté réduite aux acquêts.

Outre ce régime légal, les époux sont tout d'abord tenus dans leur relation respective et avec les tiers par le régime primaire. Selon les articles 212 et suivants du Code civil, les époux ont un pouvoir commun dans l'administration de leur biens. Au terme de l'article 215 du Code civil, ils doivent contribuer aux charges de ménage et il existe une solidarité ménagère conformément à l'article 220 du même code. Le logement familial jouit d'une protection particulière. En effet, l'article 215 (dernier alinéa) prévoit que les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer du logement familial.

Par conséquent, si Sandra veut vendre leur maison, elle a besoin de l'accord de son mari.

Or, celui-ci rencontre des difficultés pour se situer dans le temps et dans l'espace. L'épouse ne décide pas s'il est d'accord ou non pour vendre la maison.

Pour faire face à des situations difficiles, il existe des mesures de crise. En effet, l'article 215 c.civ. prévoit que si l'un des époux est hors d'état de manifester sa volonté, l'autre peut se faire habile par justice à le représenter pour certains actes particuliers ou de façon générale.

L'article 217 du Code civil prévoit quant à lui qu'un époux peut être autorisé par justice à passer un seul acte pour lequel le concours ou le consentement de son conjoint serait nécessaire, si celui-ci est hors d'état de manifester sa volonté ou si son refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

Concours : 2^{ème} concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Par conséquent, il semble que Sandra peut être autorisée judiciairement à vendre la maison. Cette vente sera justifiée dans l'intérêt de la famille puisqu'elle n'est plus adaptée à la situation de son mari.

B. L'assurance vie de son mari

En vertu de l'article 1101 et 1103 du Code civil, le contrat se forme par le rencontre de volontés et a pour objet obligatoire.

En l'espèce, Benoît a conclu un contrat d'assurance-vie juste après le mariage il y a deux ans.

L'article 1205 C. civ. prévoit qu'on peut stipuler pour autrui. En effet, l'un des contractants, le stipulant à savoir Benoît, peut faire promettre à l'autre, le promettant, la compagnie d'assurance, d'accomplir une prestation au profit d'un tiers, le bénéficiaire. On ne se situe pas dans l'erreur qui est le bénéficiaire mais on peut penser qu'il s'agit de la famille.

La stipulation pour autrui qui est une fautive exception au principe de l'effet relatif des conventions affirmé par l'article 1139 C. civ. est un contrat assenti d'une condition. Cette condition est future et incertaine. C'est lorsque un événement futur et incertain arrive que le contrat prendra fin.

Or, en l'espèce, Sandra souhaiterait y mettre un terme

N°

2/4

but de suite pour faire face aux difficultés de la famille.

La jurisprudence a toujours combattu les engagements perpétuels. Celle-ci a été consacrée par l'article 1210 C. civ. suite à la réforme du droit des contrats en 2016. Ainsi, les engagements perpétuels sont prohibés. L'article 1210 alinéa 2 C. civ. affirme même que chaque contractant peut y mettre fin dans les conditions prévues par le contrat à durée indéterminée.

Ainsi, l'article 1211 du Code civil énonce qu'il est possible de mettre fin au contrat par une partie à tout moment sans réserve de respecter le délai de préavis contractuellement prévu ou, à défaut un délai raisonnable.

Par conséquent, Bérat pourra mettre un terme au contrat d'assurance-vie selon les conditions contractuelles ou à défaut, en respectant un délai raisonnable.

Toutefois, Bérat ne semble plus totalement maître de ses engagements.

Par conséquent, Sandra pourra sans doute demander l'annulation d'une mesure de protection par son mari.

En effet, l'article 425 C. civ. prévoit que toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté peut bénéficier d'une mesure de protection juridique.

L'article 428 C. civ. prévoit trois grands principes à retenir dans ce domaine : le principe de nécessité, de subsidiarité et de proportionnalité qui doivent guider le choix de la mesure.

Compte tenu de la situation de Bérat, une mesure de curatelle semble adaptée dans un premier temps. Et ces derniers l'ayant, une mesure de tutelle pourra être envisagée.

La mesure de curatelle prévue par l'article 467 et suivants du Code civil ne pourra excéder cinq ans.

Aussi, pour le mettre en place Sandra devra produire un certificat médical circonstancié attestant de l'impossibilité de Burot de pourvoir à ses intérêts. Elle pourra demander à être sa tutrice.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code de l'organisation judiciaire^(COS), le tribunal judiciaire est la juridiction de principe qui connaît de toutes les affaires civiles et commerciales pour lesquelles compétence n'est pas attribuée à une autre juridiction.

Aussi, selon l'article L. 213-4-1 (COS), au sein de chaque tribunal judiciaire, un ou plusieurs juges exercent les fonctions de juge des contentieux de la protection.

Aussi, selon l'article R. 211-11 COS, les règles relatives à la compétence territoriale du tribunal judiciaire sont déterminées par le Code de procédure civile sous les articles 62 et suivants du même code.

